

**Réduction d'effectifs, fermetures et regroupements d'établissements, précarisation des emplois, mobilités forcées, austérité salariale, nouvelle régression des retraites, menaces sur la Sécu ; rien ne va plus.**

# **Personnels de santé, fonctionnaires, tous ensemble en grève le 15 mai pour l'emploi et les salaires**



Le projet de loi sur la mobilité qui remet en cause la garantie de l'emploi des fonctionnaires doit être voté au mois de juin malgré l'opposition de la très grande majorité des syndicats de fonctionnaires.

Le gouvernement veut accélérer et généraliser les restructurations et regroupements d'hôpitaux et d'établissements médico-sociaux à la suite du rapport Larcher.

Les salaires sont à la traîne des prix.

Jeudi 15 mai participons toutes et tous massivement à la grève nationale à l'appel de la quasi-totalité des organisations syndicales.

## **Supprimer la garantie de l'emploi ...**

Le nombre de contractuels ne cesse d'augmenter (15% aujourd'hui au lieu de 6% en 2002).

L'emploi de contractuels en lieu et place de titulaires se banalise. Les directions contournent la réglementation qui précise pourtant que tout emploi permanent doit être occupé par un titulaire.

Le projet de loi sur la mobilité pourra permettre après deux refus de postes, d'être placé en disponibilité d'office, ou le cas échéant admis à la retraite d'office. Il s'agit de faire peser sur les fonctionnaires la menace du licenciement sans traitement, ni indemnité pour les forcer à accepter les mobilités imposées (dans une autre fonction publique ou un autre département à l'intérieur d'une région).

## **Imposer la mobilité ...**

La mise en place des groupements hospitaliers de territoire va entraîner la fermeture et la reconversion de nombreux établissements avec comme conséquence des déplacements imposés. A chaque fois il faudra subir des changements d'horaires, des changements de lieu de travail, voire des changements de métiers.

La concentration des établissements dans les grandes villes va aussi entraîner une dégradation du service aux usagers de la santé par la création de véritables usines à soins et à bébés totalement déshumanisées.

## **Austérité salariale, ça suffit !!!**

Contrairement à ce que veut laisser croire le gouvernement, les salaires ne profitent pas des suppressions d'emplois.

Alors que la hausse des prix est officiellement de 3,2% (et bien plus sur les prix des produits alimentaires et de l'énergie...), le gouvernement n'a annoncé que 0,5% d'augmentation au 1er mars et de 0,3% au 1er octobre.

C'est une véritable provocation et une aggravation de la perte de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires. Depuis 2000, les pertes cumulées étaient déjà estimées entre 7 à 8% et cette année c'est une nouvelle ponction de + de 2% ; **Inacceptable !**

Les salaires des fonctionnaires sont progressivement tassés vers le SMIC.

Au 1er mai, un décret doit augmenter de 5 points les traitements de début de carrière afin que ceux-ci ne se retrouvent pas en dessous du SMIC. Alors que les qualifications des personnels évoluent sans cesse, les carrières restent bloquées. Les catégories C démarrent aujourd'hui au SMIC, les catégories B se retrouvent à seulement 10% au-dessus. Les professions paramédicales (infirmiers, médico-techniques, rééducateurs...) ont progressivement perdu les gains arrachés lors du mouvement de 1988.

Au-delà des salaires, ce sont toutes les prestations sociales qui régressent et qui réduisent encore davantage le pouvoir d'achat :

- les allocations familiales sont amputées,
- les pensions de retraite diminuent avec l'allongement contraint des durées de cotisations,
- les prestations maladies sont réduites avec l'instauration des franchises médicales et les vagues de déremboursements et de dépassements d'honoraires.

**Le 15 mai, nous avons toutes les raisons de nous mettre en grève !**

Union syndicale  
**Solidaires**

Fédération Sud Santé-  
Sociaux  
"Solidaires - Unitaires -  
Démocratiques"  
70, rue Philippe de Girard  
75018 Paris  
Tel : 01 40 33 85 00  
Fax : 01 43 49 28 67  
Site internet :  
www.sud-sante.org

Paris, le 02 mai 2008

# Pour une riposte globale

Pour SUD santé-sociaux et notre union interprofessionnelle "SOLIDAIRES", la journée de grève du 15 mai ne peut-être qu'un point de départ.

Les attaques se multiplient contre les différentes catégories de salariés ;

- bien évidemment les salaires : les salariés des différentes conventions collectives de notre secteur ayant au mieux les mêmes -pauvres- revalorisations des fonctionnaires,
- les retraites avec un allongement général annoncé à 41 années de cotisations et la volonté du MEDEF à remettre en cause l'âge légal de la retraite à 60 ans,
- le droit du travail avec entre autre la fragilisation du CDI,
- la Sécurité sociale avec l'instauration des franchises et des déremboursements annoncés (optique, dentaire...) et le risque de généralisation des dépassements d'honoraires médicaux,
- les services publics ; car au-delà des hôpitaux c'est la suppression programmée des services publics dans de nombreuses localités, la suppression de milliers d'emplois dans l'Education nationale avec à la clé une dégradation des conditions d'enseignement (surcharges d'élèves par classe, abandon de certaines filières ...)
- les chômeurs qui sont tous considérés comme des fraudeurs en puissance....



Face à ces attaques, on ne peut se contenter de réagir coup après coup. Pour mettre un coup d'arrêt aux politiques anti-sociales du gouvernement et du Medef, il faut coordonner les luttes et préparer un mouvement prolongé. Pour SUD il faut organiser une riposte interprofessionnelle unitaire, rassemblant les salariés du public et du privé contre les attaques du gouvernement et du patronat. De l'argent il y en a : les richesses et profits explosent pour une minorité : il faut une autre répartition des richesses entre nos salaires et les revenus des actionnaires !

Le 15 mai doit être une étape pour cette indispensable mobilisation générale !

Union  
syndicale  
**Solidaires**

## Tous ensemble dans l'action pour exiger :

- l'augmentation des salaires et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat,
- le gel des restructurations et des suppressions d'emplois,
- l'arrêt de la précarité et des mobilités imposées,
- la défense et l'amélioration des services publics,
- le garantie de nos régimes de retraite par répartition et le non allongement des durées de cotisation.

Fédération Sud Santé-  
Sociaux  
"Solidaires - Unitaires -  
Démocratiques"  
70, rue Philippe de Girard  
75018 Paris  
Tel : 01 40 33 85 00  
Fax : 01 43 49 28 67  
Site internet :  
www.sud-sante.org  
Paris, le 02 mai 2008

Un préavis de grève reconductible nationale à partir du 15 mai 08 - 0H - est déposé par la fédération SUD santé-sociaux auprès du ministère de la santé.